



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Le Ministre de la Coopération
et de l'Action humanitaire

**Déclaration du Ministre Romain SCHNEIDER
sur la politique de coopération au développement
Chambre des députés – 5 novembre 2014**

Seul le texte prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Excellences,

Mesdames, Messieurs

Il importe de souligner à nouveau pourquoi, au Luxembourg, nous considérons la coopération au développement et l'action humanitaire comme une partie intégrante de la politique étrangère luxembourgeoise et pourquoi chaque euro en faveur de ces politiques constitue un investissement dans l'avenir de nous tous.

La crise dramatique d'Ebola en Afrique de l'Ouest me paraît une triste illustration de tout ce que l'action humanitaire et la coopération au développement devraient faire. Il s'agit aussi d'un exemple qui nous rappelle la signification de vivre dans un monde globalisé avec toutes ses conséquences. Le virus d'Ebola est apparu dans des pays qui ne disposent pratiquement pas de secteurs de santé fonctionnels. En raison de la pauvreté et de guerres civiles, les docteurs et le personnel médical qualifié dans les hôpitaux font défaut et quasiment tout y manque. Les personnes n'ont pas toujours les moyens pour aller à l'école et ne disposent pas des connaissances de base qui pourraient leur être utiles pour se protéger contre la maladie. 10.000 personnes ont jusqu'à présent été touchées par la maladie et, à notre connaissance, la moitié d'entre elles, donc environ 5.000 personnes, ont trouvé la mort.

A partir d'une crise sanitaire se développe actuellement une crise alimentaire pour toute une région, les denrées alimentaires se raréfient et deviennent plus chères, les champs ne sont plus cultivés, le commerce s'effondre, les investisseurs fuient. Des processus démocratiques qui venaient de prendre forme, se mettent à chanceler et, comme toujours lorsqu'un Etat s'affaiblit, il y a également ceux qui en tirent profit. Ceci présente un terrain fertile pour toutes sortes de trafics, une criminalité galopante et des extrémismes. Des régions de l'Afrique de l'Ouest sont à la dérive sous nos regards et la communauté internationale ne sait plus par où commencer pour leur apporter son aide. L'avenir de toute la région est ainsi remis en question. Nos pays partenaires comme par exemple le Mali ont ainsi un défi de plus à relever dans un contexte déjà difficile.

Dès le mois de mars, le Luxembourg a pris la décision de faire des contributions humanitaires dans le cadre de lutte contre l'Ebola à travers des acteurs qui connaissent le terrain. Il s'agit aussi bien d'agences internationales, telle l'Organisation mondiale de la santé, que d'ONG, tels Médecins Sans Frontières. Elles réagissent à l'urgence et trouvent une situation sanitaire catastrophique dans ces pays où le développement a fait cruellement défaut.

Si la pauvreté et le sous-développement ne reçoivent pas de réponse appropriée à temps, il en résulte une situation non seulement dramatique pour les personnes dans ces pays, mais ceci a aussi des répercussions sur la région, sur ses perspectives d'avenir et sur nous tous.

La pauvreté et le sous-développement sont clairement des défis globaux auxquels nous devons tous, y compris le Luxembourg, fournir une réponse. Pour cette raison, la coopération au développement et l'action humanitaire ne constituent pas un luxe qu'on s'offre lorsqu'on se porte bien, mais une partie intégrante de la responsabilité globale qui incombe à nous tous. Les moyens humanitaires peuvent s'avérer utiles dans les situations d'urgence, de transition et pour la prévention et se basent sur les principes du droit international humanitaire. Mais il faut que ceux-ci débouchent sur un développement à plus long terme pour que des structures durables voient le jour permettant de faire avancer de manière autonome le pays et les personnes.

Le Premier ministre a confirmé clairement dans son discours le 14 octobre devant cette Chambre que le Luxembourg a conscience de sa responsabilité globale. Nous en apportons la preuve par le biais d'actions à la fois au Conseil de sécurité des Nations Unies à New York, que dans le cadre de projets de développement au Mali, Laos ou Nicaragua ou encore de projets humanitaires en Syrie, au Soudan du Sud ou encore en République centrafricaine.

Cette politique a connu une évolution au cours des trente dernières années et a été marquée par les ministres et secrétaires d'Etat successifs, tous partis confondus. Je suis conscient de cette responsabilité et je m'engage à poursuivre en ce sens.

Au fil des années, le Luxembourg s'est doté des moyens financiers pour mettre en œuvre cette politique d'une façon engagée et prévisible. Le gouvernement actuel a retenu dans son programme gouvernemental en décembre 2013 qu'un pourcent du RNB sera mis à disposition de l'aide publique au développement. C'est la base du budget 2014 et pour les années de 2015 à 2018. De cette enveloppe, environ 85% sont gérés par le Ministère des affaires étrangères, 10% par le Ministère des finances et le reste par d'autres ministères. Cette répartition ne subira pas d'importants changements dans les années à venir. Il a été décidé par ailleurs que des fonds pour le climat seront additionnels à l'aide publique au développement.

Vous avez peut-être remarqué que le Ministre des finances a relevé un point particulier du budget 2015. La révision du RNB de 2015 aurait eu comme conséquence que l'aide publique au développement de l'année prochaine baisse par rapport à 2014. Afin d'éviter ce cas de figure, le gouvernement a fixé un seuil minimal de 323 millions d'euros en-dessous duquel le budget ne pourra descendre, ni en 2015 ni à l'avenir. En cette période financière difficile, cela montre que le gouvernement tient parole.

Monsieur le Président,

Ces derniers temps, nombre de commentaires ont été diffusés par les médias et les ONGs sur le «paquet d'avenir» et les mesures qui concernent la coopération au développement. Il me paraît tout à fait opportun d'en discuter ici et aujourd'hui, afin de clarifier certains points et éviter des malentendus éventuels.

Tout d'abord, il me paraît utile de rappeler que la démarche adoptée pour le budget de nouvelle génération vise à faire plus avec moins de moyens, ou d'atteindre une plus grande efficacité avec les moyens existants. Comme je viens de vous l'expliquer, le budget de la coopération au développement ne sera pas réduit, mais restera stable. Ceci ne doit cependant pas nous empêcher de devenir toujours plus efficaces, afin d'assurer qu'un maximum de fonds publics soient affectés là où les besoins sont les plus grands.

En 2011 à Busan, tous les acteurs, étatiques et non étatiques, ont décidé ensemble de créer un nouveau Partenariat pour l'efficacité du développement et ont fixé un certain nombre de principes pour atteindre ce but. Ceux-ci ont été confirmés en avril 2014 à Mexico, au cours d'une conférence ministérielle à laquelle j'ai participé, et où l'on a fait le bilan de ce qui a déjà été réalisé. J'attache une importance particulière au fait que la Coopération luxembourgeoise se dote également d'un plan d'action pour l'efficacité dans ce domaine. Notre plan a pour ambition d'encourager la Coopération luxembourgeoise d'appliquer plus systématiquement les principes suivants : appropriation, alignement, transparence, redevabilité mutuelle, partenariats inclusifs, ainsi que plus de coordination et d'harmonisation des actions sur le terrain.

Mon département vient de finaliser ce plan qui a été publié récemment, en vue de la débatte d'aujourd'hui. Ce document montre comment nous nous positionnons par rapport à ces objectifs et principes, et à quels endroits nous voulons faire plus d'ici 2016.

La Coopération luxembourgeoise veut concentrer son action sur les pays les plus pauvres, les soi-disant pays les moins avancés. C'est la raison pour laquelle nous ne concluons pas de nouveau Programme indicatif de coopération avec le Vietnam après 2015, mais allons adopter une approche de retrait progressif. Nos partenaires vietnamiens en sont conscients et, après plus de 20 ans de coopération au développement, nous sommes en train d'identifier ensemble des voies pour renforcer nos relations bilatérales dans de nouveaux domaines. Nos derniers projets, qui dureront jusqu'en 2018/19, pourront constituer des ponts utiles dans ce sens, par exemple dans le secteur de la supervision financière ou encore de la croissance verte. Ces nouvelles opportunités doivent bien sûr être saisies par d'autres ministères et par le secteur privé. Nous sommes prêts à apporter notre soutien durant cette phase de transition. Au Salvador, où il n'y aura plus de nouveau PIC non plus, nous continuerons à appuyer des programmes qui bénéficient aux couches sociales les plus défavorisées de la population. Il ne faut pas oublier que même dans des pays qui se portent un peu mieux, il y a toujours des gens pauvres, des communautés pauvres et des régions pauvres. Dans un tel contexte, le gouvernement local est bien sûr tenu à investir dans les secteurs sociaux par ses propres moyens. Le Cabo Verde est également un pays à revenu moyen mais qui se trouve, de par sa localisation insulaire, dans une situation tellement spécifique que nous avons prévu un nouveau PIC avec ce pays après 2015. L'Union européenne a également pris en compte la fragilité particulière du Cabo Verde, en tant que Petit Etat insulaire en développement, dans sa programmation.

La concentration de nos actions implique aussi une concentration sectorielle à l'intérieur des PICs avec nos pays partenaires, qui se limiteront à deux ou trois secteurs dans lesquels nous pensons disposer

d'une valeur ajoutée. En priorité, il s'agit ici de l'éducation et de la formation professionnelle, de la santé et du développement rural.

Le genre, l'environnement et la bonne gouvernance, laquelle comprend également le volet décentralisation, sont des thématiques transversales qui se déclinent dans la mesure du possible dans tous les programmes. Au cours des derniers mois, nous avons d'ailleurs retravaillé nos stratégies dans les domaines de la santé et de l'environnement. D'autres révisions sont en cours, mais pas encore finalisées.

Plus d'efficacité est également synonyme avec une ouverture à impliquer de nouveaux partenaires dans le processus. Il s'agit aussi bien d'impliquer de nouveaux donateurs que de repenser le rôle de la société civile et du secteur privé dans nos pays partenaires. Nous travaillons depuis peu avec des experts brésiliens dans le domaine de la formation professionnelle au Cabo Verde. Voici un secteur où nous devons encore renforcer notre collaboration avec le secteur privé. Parfois, il n'y a pas eu assez d'efforts pour favoriser le développement de petites entreprises dans nos pays partenaires. Dans nos programmes au Sénégal, des ONGs locales étaient impliquées dans la formulation et sont également à bord dans la phase d'exécution. Ensemble avec le Ministère des Affaires étrangères du Salvador nous avons établi un fonds pour les ONG locales actives dans les domaines de la santé et de l'éducation. Nous avons eu des premiers pourparlers en Amérique centrale pour une coopération trilatérale ou une coopération sud-sud, car cela constitue le chemin le plus court pour le transfert d'expériences positives.

Dans tous nos pays partenaires, nos Programmes indicatifs de coopération sont alignés aux stratégies de développement à moyen et à long terme de ces pays. Cela implique que nos programmes s'intègrent totalement dans les priorités et dans les durées de ces stratégies nationales. L'on s'assure ainsi que tous les donateurs et les autorités d'un pays partenaire œuvrent dans la même direction. Au Nicaragua, le PIC actuel est étendu pour une période de deux ans afin de correspondre à la période de planification de ce pays. Nous essayons d'utiliser de plus en plus les systèmes nationaux, afin d'éviter des doublons au niveau des systèmes financiers et ne pas surcharger nos pays partenaires au niveau administratif, en monopolisant leurs capacités limitées dans ce domaine. Il n'y a qu'au Cabo Verde que nous pratiquons l'appui budgétaire sectoriel, notamment en matière de formation professionnelle, mais nous n'avons pas l'intention d'aller vers une aide budgétaire générale, ni au Cabo Verde, ni ailleurs. Au Sénégal, nous avons adopté une approche innovante pour lier étroitement le financement de nos programmes aux procédures financières nationales. Nous espérons que d'autres bailleurs suivront notre exemple. Au Niger, nous appuyons les autorités locales de la région de Dosso pour améliorer leur chaîne des dépenses publiques. Trop souvent encore, les donateurs exigent la mise en place de procédures parallèles, au lieu de renforcer et d'utiliser les capacités et mécanismes locaux.

La Coopération luxembourgeoise essaye de garantir une prévisibilité à ses partenaires bilatéraux et multilatéraux et d'offrir un maximum de transparence. Nous avons ainsi conclu des accords de partenariats stratégiques, d'une durée de 4 à 5 ans, avec les agences onusiennes qui nous sont les plus proches au niveau des priorités thématiques et avec lesquelles la coopération fonctionne bien. Ces accords déterminent le cadre financier et thématique de notre collaboration pour la période donnée et fournissent ainsi une image claire de ce qui est prévu. Cette démarche concerne autant les agences qui

sont principalement actives dans le domaine du développement, comme l'OMS ou l'UNICEF, que des acteurs humanitaires comme le HCR ou le PAM. 30% de l'aide publique au développement luxembourgeoise est ainsi mise en œuvre à travers les agences onusiennes.

En matière de transparence et de contrôle nous voulons élargir notre travail d'évaluation à de nouveaux domaines, comme par exemple les activités de sensibilisation, ou encore à des analyses plus horizontales, comme p.ex. l'évaluation cette année de nos activités en matière de formation hôtelière et touristique de par le monde.

Nous voulons aussi nous coordonner davantage avec les autres donateurs pour agir ensemble de manière plus efficace et complémentaire envers nos partenaires. Ceci est notamment le cas avec la Belgique au Sénégal et avec le Danemark au Niger. Nous sommes chef de file pour un secteur donné au Burkina, au Cabo Verde, au Kosovo et au Nicaragua. Mais nous pouvons encore approfondir cela et profiter du fait que la programmation conjointe de l'UE et de ses Etats membres aille dans ce sens.

Dans nos pays partenaires, il est d'une importance primordiale que nous nous investissions plus dans les domaines de la fiscalité et du renforcement des capacités locales en matière de recouvrement des impôts. Cela conditionne la capacité d'un pays partenaire à prendre en main ses politiques et cela avec ses propres moyens. Il y a deux ans, nous avons pour la première fois pris part au programme « fiscalité et développement » de l'OCDE qui œuvre dans ce sens. Au Salvador, nous appuyons une ONG locale qui intervient en faveur d'une plus grande transparence en matière de gestion des deniers publics dans ce pays et qui a pu jouir d'une grande visibilité avec son travail en amont des dernières élections présidentielles. Voilà quelques premiers exemples, mais l'on peut faire plus. Les ressources financières locales doivent être investies de manière optimale avec les ressources externes. Les mécanismes et institutions de microfinance peuvent jouer un rôle dans ce contexte, tout comme la valorisation des transferts des migrants. Au Cabo Verde, nous avons appuyé la création d'un cadre légal pour la microfinance. En Amérique centrale nous soutenons l'organisation régionale de la microfinance pour introduire des instruments novateurs qui répondent mieux aux besoins des populations.

Le Plan d'action pour l'efficacité de notre aide, dont je viens d'illustrer les principes et objectifs par quelques exemples, doit être mis en œuvre durant la période 2014-2016. Il devra certainement être revu par la suite pour être adapté au nouveau cadre du développement post 2015. J'espère que d'ici-là certaines faiblesses qui ressortent de la matrice du plan auront disparu, notamment dans nos PICs.

Je ne voulais pas faire aujourd'hui de description classique de nos pays partenaires, puisque je fais rapport de nos programmes à la Commission des Affaires étrangères après chaque Commission de Partenariat, y inclus sur le dialogue politique qui précède chaque Commission de Partenariat. Il me tenait à cœur de montrer aujourd'hui la direction dans laquelle j'entends diriger la Coopération luxembourgeoise à l'avenir et comment l'aide publique au développement future devra être investie là où elle aura le meilleur impact et le plus grand effet multiplicateur.

Monsieur le Président,

Les mesures du paquet financier concernant les ONG luxembourgeoises s'inscrivent dans cette démarche de l'efficacité de l'aide. Ce sont des principes acceptés par l'ensemble des acteurs de la coopération. Après consultation avec les ONG concernées et le Cercle, ces mesures seront transformées en texte législatif. Au cours de ces différentes consultations avec les ONG, diverses options seront considérées et leur effets seront analysés. Ce processus devrait prendre fin début 2016.

Le principe d'une concentration renforcée du cofinancement étatique en faveur des projets dans les pays les moins avancés ou dans les Etats fragiles me semble justifié. Chacun comprend que des projets dans des pays BRIC, entre autres le Brésil ou l'Inde ou dans d'autre pays à revenu moyen ne peuvent être soumis au même taux de cofinancement que des projets en Haïti, au Niger ou au Soudan. Il s'agit dans ces cas d'introduire de nouvelles catégories avec des taux de cofinancement revus à la baisse. Actuellement, une ONG doit apporter 25% de fonds propres pour réaliser un projet dans un pays partenaire et 33% dans les autres pays. Dans un accord-cadre, le pourcentage de l'ONG n'est que de 20%, peu importe le pays. Je pense que l'Etat peut apporter plus de différenciations, en consultation avec les ONG. D'ailleurs, il est prévu que je rencontre demain les responsables du Cercle pour leur expliquer cela en détail.

Dans le domaine de l'aide humanitaire, à la fois en ce qui concerne l'aide d'urgence et les projets de prévention respectivement de transition, il n'est pas prévu de modifier les taux de cofinancement. Permettez-moi d'ailleurs de porter votre attention sur le fait que notre stratégie humanitaire a été retravaillée et que des conditions générales régissant notre coopération avec les ONG dans le domaine de l'aide humanitaire ont été adoptées après discussions avec les parties concernées.

Une autre mesure du paquet financier concerne les frais administratifs des ONG à Luxembourg. Les frais administratifs dans les pays en développement sont déjà inclus dans les projets. Pour ce qui est des charges administratives à Luxembourg, il est prévu de réduire le plafond des remboursements de 3%. Je comprends tout à fait que cette mesure exige certaines réductions des dépenses. Des décisions similaires ont déjà été mises en œuvre avec d'autres partenaires. Ainsi le budget de fonctionnement du Cercle, que nous finançons majoritairement, a dû être légèrement réduit en 2014. Les frais administratifs doivent être limités autant que possible dans le domaine du développement afin que le maximum de fonds publics et privés arrive sur le terrain, là où c'est nécessaire.

Le but de ces mesures n'est pas de diminuer la part globale du budget de la coopération revenant aux ONG, mais bien de concentrer cette part sur les populations les plus pauvres.

La partie de l'APD en faveur des ONG, qui est actuellement de 20%, dont 16% pour les ONG luxembourgeoises, sera donc dépensée différemment, répartie autrement. Il convient aussi de dire que de nouvelles ONG ont reçu l'agrément ministériel, que de nouveaux accords-cadres sont conclus et qu'il est légitime que chacun puisse avoir sa part du gâteau.

Après de longues années de double croissance, la coopération est arrivée dans une phase où le pourcentage du RNB pour le développement est stable et où le Luxembourg n'a malheureusement plus

la croissance économique susceptible de renforcer le RNB. C'est pourquoi, ce qui nous est garanti comme budget stable, doit être planifié avec plus de précision. C'est un pas supplémentaire dans notre démarche pour rechercher la plus grande efficacité possible.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Il est une chose d'agir efficacement dans la coopération. Il est au moins aussi important d'avoir une cohérence aussi grande que possible des autres politiques pour le développement. On ne peut pas prendre d'une main ce qui a été donné d'une autre. Le principe de la cohérence des politiques pour le développement est bien connu, on le comprend puisque c'est du bon sens. Ce principe est inscrit au traité de Lisbonne pour les politiques européennes, et sur le plan national dans notre loi révisée de 2012 sur la coopération. La mise en œuvre de ce principe n'est toutefois pas aussi simple, puisqu'il faut faire des arbitrages difficiles entre intérêts à court et long terme, nationaux et globaux. Le ministre de la coopération joue ici un rôle spécial, même s'il ne décide évidemment pas seul.

Depuis fin 2012 le comité interministériel pour le développement traite du thème de la cohérence pour le développement. Les membres de ce comité ont fait un premier examen de la politique luxembourgeoise en matière de biocarburants. Après de longues discussions le groupe a pu se mettre d'accord par consensus sur une méthode d'analyse d'autres sujets, et à quels résultats ou avis il pourrait aboutir. Cette méthode est bien sûr publique, tout comme les rapports des débats du comité. Désormais il faudra fixer une liste de sujets à examiner pour 2014/15.

Les discussions interministérielles introduisent la cohérence pour le développement dans les différents ministères et doivent amener ceux-ci à ne plus prendre position sans avoir réfléchi aux conséquences sur les pays en voie de développement. Les ONG luxembourgeoises et leur Cercle nous rappellent régulièrement l'importance de cette démarche, tant dans le dialogue avec les ministères, avec le comité interministériel, comme dans leurs publications. Le baromètre 2014 de la cohérence constitue ici un instrument intéressant.

Je trouve aussi important que nous promouvions au cours de notre présidence du Conseil de l'UE au 2^e semestre 2015 cette cohérence et que nous illustrions cette approche à travers des exemples. Une grande partie des propositions de la Commission au Conseil sont accompagnées d'une étude d'impact, où, suivant le principe de la cohérence pour le développement, sont présentées les possibles conséquences sur les pays en développement.

J'ai adressé un courrier à mes collègues ministres pour les encourager à examiner un de leurs thèmes sous l'angle du développement et de la cohérence. Une partie a déjà répondu positivement et traiteront de la migration et du développement, mais aussi la culture, ICT ou l'agriculture et le développement. Cette opération se place aussi dans le cadre de l'année européenne pour le développement de 2015. J'y reviendrai plus tard en détail.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Développement et développement durable sont traités à juste titre de manière encore plus globale au sein des Nations Unies. Les Objectifs du millénaire pour le Développement de l'an 2000 ont réuni toute la communauté internationale pour concentrer les efforts dans une même direction. Beaucoup a été réalisé: Au cours des 20 dernières années le taux de mortalité des enfants en-dessous de 5 ans a baissé de presque la moitié. Concrètement, cela veut dire que chaque jour 17.000 enfants sont sauvés ! Le taux de mortalité maternelle a été réduit de 45% mondialement entre 1990 et 2013. Les traitements antirétroviraux ont pu sauver 6,6 millions de vies depuis 1995, tandis qu'il est estimé que 3,3 millions de morts dues au paludisme ont pu être évitées entre les années 2000 et 2012.

Ces résultats positifs varient significativement par région et beaucoup reste à faire. Pour cette raison, tous les pays ont décidé ensemble lors de la Conférence de Rio+20 en 2012 de se donner de nouveaux objectifs de développement durable pour après 2015. Ceux-ci devraient se placer dans la continuité des Objectifs du millénaire pour le Développement mais en même temps intégrer les trois dimensions du développement durable, à savoir économique, sociale et environnementale, et, être universellement applicables. La communauté internationale s'est ainsi donné une mission extrêmement ambitieuse qui devra être conclue d'ici le Sommet de septembre 2015.

Depuis lors un nombre de groupes et comités se sont réunis à New York pour élaborer des recommandations et proposer de potentiels objectifs de développement durable. Ils doivent s'appliquer à tous les pays et être inclusifs de tout point de vue. Au sein de l'UE, ce sujet est discuté tant entre les Ministres de la Coopération qu'entre les Ministres de l'Environnement et de premières conclusions pour définir une position UE ont été prises. Dans ce contexte, mes services travaillent en étroite collaboration avec ceux du MDDI. Mais les ambitions de ce processus vont bien au-delà de ce cadre et concernent tous les secteurs de notre politique. Il ne s'agit ici pas uniquement de l'éradication de la pauvreté et des effets dus aux changements climatiques, il y a bien d'autres enjeux thématiques aussi, par exemple le travail décent, l'accès universel aux services et soins de santé, à l'eau et à l'énergie, tout comme les droits de l'Homme, la paix et la sécurité. Tout cela, et plus encore, contribue à un développement durable.

Fin novembre / début décembre le Secrétaire général des Nations Unies présentera sa proposition qui servira de base pour les négociations longues et intenses qui auront lieu jusqu'en septembre 2015. Nous devons prendre position sur les objectifs de développement durable, les résultats potentiels que nous souhaitons obtenir, ainsi que sur les indicateurs qui sont nécessaires pour mesurer les progrès. Ces prises de position devront se faire tant à New York, qu'en tant qu'Etat membre de l'UE.

Dans ce vaste exercice, il revient à la Coopération de veiller à ce que les intérêts des pays les plus pauvres et des populations et communautés les plus vulnérables ne soient pas perdus de vue. Ils ont moins de capacités que d'autres pour faire entendre leurs voix et ont souvent des besoins très spécifiques qu'il ne faut pas oublier. Nous avons suivi les discussions dans les différents fora spécifiquement aussi sous cet angle.

Dans notre monde globalisé, les responsabilités sont certainement partagées différemment qu'il y a 20 ou 30 ans. De nouveaux pays émergents tels que la Chine, le Brésil et l'Inde peuvent aujourd'hui porter leur part de responsabilité pour un développement durable. Ceci représentera un des défis principaux lors de ces négociations, et lors des négociations sur le changement climatique fin 2015.

Il est important de reconnaître le rôle spécifique qui revient à la société civile et au secteur privé pour œuvrer vers un développement durable. Les Etats seuls ont des moyens limités. Ceux-ci sont à combiner de manière intelligente avec les contributions privées sans pour autant mélanger ou estomper les responsabilités spécifiques de chacun. La pauvreté extrême ne pourra pas être éradiquée d'ici 2030 en utilisant uniquement les moyens mis à disposition par les Etats. Ici, tout comme pour d'autres objectifs, tous les instruments et moyens sont les bienvenus. Mais pour le Luxembourg l'aide publique au développement et l'engagement politique continueront à jouer un rôle crucial aussi dans le futur, surtout, mais pas uniquement, pour les pays les plus pauvres. L'APD peut avoir un effet catalytique pour mobiliser d'autres moyens ou simplement pour accéder à ces moyens. La microfinance constitue une de ces options, mais aussi d'autres instruments financiers, tout comme l'assistance technique à nos pays partenaires pour les soutenir à mieux profiter des opportunités présentées par les Banques de développement. Dans ce sens, nous avons su renforcer notre excellente collaboration avec le Ministère des finances.

En parallèle aux discussions sur les objectifs futurs a lieu aussi un débat houleux sur le financement de ceux-ci. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE est en train d'analyser comment la définition de l'aide publique au développement pourra être adaptée aux nouvelles réalités. Nous sommes très prudents à ce sujet car nous ne souhaitons pas mélanger des pommes et des poires. La session ministérielle du CAD en mi-décembre indiquera la direction à suivre. On réfléchira aux instruments pour mesurer l'effort financier mondial qui est nécessaire et qui existe sur le terrain, tant du côté des donateurs que du côté des pays concernés eux-mêmes. Ce débat est essentiel pour créer un partenariat plus équilibré entre tous les pays. Derrière se cachent bien évidemment des intérêts de toutes sortes, prétention au pouvoir et demandes financières. Ces négociations compliquées sont menées en parallèle à celles sur les objectifs de développement durable et culmineront lors d'une grande conférence à Addis Abeba en juillet 2015.

Nous faisons donc face à une année 2015 pendant laquelle seront décidées de nouvelles directions fondamentales dans la politique de coopération au développement ainsi que dans le développement durable. Mes collaborateurs ici au Luxembourg, mais surtout aussi les collègues dans nos représentations permanentes à Bruxelles, Genève et New York, sont conscients des défis qui s'annoncent et travaillent étroitement ensemble, aussi en vue de la Présidence de l'UE. Nous entretenons un dialogue régulier avec les ONG et leur Cercle à ces sujets. Les dernières Assises de la coopération, et certainement aussi les prochaines au printemps 2015, sont dédiées à cette thématique. Le comité interministériel reçoit des briefings réguliers dès qu'il y a de nouveaux éléments.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

J'ai déjà mentionné quelques défis qui nous attendent en 2015. Ce sera certainement une période très active pour la Coopération luxembourgeoise.

Nous avons la chance de mettre en œuvre l'année européenne pour le développement avec la Présidence lettone de l'UE et la Commission européenne. La cérémonie d'ouverture officielle aura lieu le 9 janvier à Riga. A ce moment seront lancées des activités, qui se clôtureront en décembre 2015 au Luxembourg. C'est une bonne chose qu'un Etat membre plus jeune et un autre plus ancien, la Lettonie et le Luxembourg, se retrouvent ici et échangent leurs expériences.

Ben Fayot a eu l'extrême gentillesse de nous soutenir en tant qu'Ambassadeur de cette année pour donner plus de visibilité au concept et réunir un programme d'activités très diverses. Notre objectif est naturellement d'informer le public sur notre travail dans la coopération au développement et donc de sensibiliser les gens. De nouveaux publics cibles seront visés, qui ne sont normalement pas si proches de la coopération au développement. Nous voulons, avec la Chambre de Commerce et la BEI, rapprocher notre secteur privé de nos pays partenaires, mais aussi faire comprendre que le secteur privé est une partie intégrante du développement avec des responsabilités à assumer. Ici nous revenons en partie sur ce que j'ai mentionné au sujet du rôle du secteur privé dans l'après-2015.

A travers la culture et le sport, nous devrions apprendre à mieux connaître les artistes et sportifs de nos pays partenaires. Le tour de vélo au Burkina, qui est en Afrique l'équivalent du Tour de France, ne nous est pas familier, et nous sous-estimons le Dak'Art, qui est un rendez-vous important de l'art contemporain africain. Je me réjouis de découvrir ces nouveaux aspects.

Des conférences et des rencontres seront organisées avec les institutions européennes, comme par exemple à la Cour des Comptes européenne, où les comptes de la coopération au développement sont examinés. J'ai déjà mentionné notre volonté de traiter, dans certaines formations du Conseil, des thèmes sous l'angle de la coopération.

Dans le cadre de cette année la Commission des Affaires étrangères de cette chambre a également prévues des activités.

L'Année européenne pour le développement se déroulera sous le thème « Notre Monde, Notre Futur, Notre Dignité ». Le dernier volet de ce thème me tient tout particulièrement à cœur. La dignité est en effet ce qui caractérise tous les hommes, peu importe leur situation économique, sociale ou financière.

Monsieur le Président,

La 2^e moitié de l'année 2015 est évidemment aussi le moment de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE. Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne les charges incombant à une présidence ont été réparties différemment qu'en 2005. Le conseil réunissant les ministres du développement est présidé par la haute représentante pour la politique étrangère, Madame Mogherini.

Ce Conseil est toutefois encore préparé au niveau des experts par la présidence tournante en étroite collaboration avec le Service européen d'action extérieure et la Commission. De cette manière l'exercice n'est pas devenu plus facile.

Avec les collègues italiens et lettons le programme du trio couvrant les 18 mois de nos présidences respectives, a été préparé. Nos six mois seront certainement marqués par les deux grandes conférences dont la première portera sur le financement du développement en juillet à Addis Abeba et le sommet à New York en septembre avec l'adoption du cadre pour les objectifs du développement durable pour l'après-2015.

Entre les 28 Etats membres de l'UE devra aussi débiter pendant cette période le débat sur l'avenir des relations privilégiées entre l'UE et les 79 pays ACP, de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Comment maintenir cette relation particulièrement étroite en modernisant néanmoins le tout ?

Dans le domaine de la coopération d'autres thèmes plus horizontaux seront à l'ordre du jour du 2^e semestre 2015, comme p.ex. le renforcement de la programmation conjointe, plan d'action genre etc..

La Présidence luxembourgeoise sera le moment propice pour préparer le Sommet humanitaire mondial qui aura lieu au printemps 2016. Partout dans le monde, les crises humanitaires deviennent de plus en plus complexes, perdurent puis tombent dans l'oubli malgré le fait qu'elles continuent à sévir. A présent, l'ONU a hissé au niveau trois, son plus haut niveau d'urgence, quatre crises simultanées, à savoir la Syrie et la région, l'Irak, le Soudan du Sud et l'Afrique centrale. La crise syrienne entre dans sa quatrième année et déstabilise les pays voisins comme le Liban, la Jordanie ainsi que la région entière. C'est dans ce contexte que de tristes nouvelles ont poussé l'Irak au premier plan.

Lors de sa récente visite au Luxembourg, le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Antonio Guterres, a indiqué qu'au plan mondial chaque jour plus de 30.000 personnes s'ajoutent aux 50 millions de réfugiés et de déplacés internes qui ont dû fuir en laissant tout derrière eux.

Cette situation particulièrement dramatique implique qu'en vue du Sommet humanitaire mondial de nouvelles pistes doivent être identifiées pour répondre à ces défis. De nouveaux donateurs, également ceux du secteur privé, doivent être pris en compte et la société civile doit y être impliquée en tant que partenaire dès le début. L'innovation est également essentielle. Dans ce contexte, je peux confirmer que la plateforme de communication humanitaire, emergency.lu, sera prolongée avec nos partenaires privés jusqu'en 2020.

Selon OCHA, plus de 102 millions de personnes se trouvaient dans le besoin en 2014 et plus d'un tiers des appels humanitaires sont restés sans réponse. L'UE est le principal donateur humanitaire et joue un rôle particulier par rapport à la préparation de ce sommet. Sous notre présidence au 2^e semestre 2015, le Luxembourg ensemble avec ECHO définira les orientations futures. Nous sommes également d'avis que ce sujet devra se voir accorder toute l'attention requise au niveau du Conseil.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

L'année européenne pour le développement sera le fil conducteur tout au long de notre présidence, et s'introduira, je l'espère aussi dans d'autres formations du Conseil, dans l'esprit de la cohérence des politiques. Tant la présidence que l'année spéciale 2015 finiront avec la réunion informelle des ministres du développement et la cérémonie de clôture de l'année européenne pour le développement. A ce moment-là les ministres de l'environnement seront en pleine négociation à Paris à la COP 21 pour aboutir à des résultats ambitieux sur le climat.

Les conclusions de la COP 21 peuvent être décisives pour la survie des pays en voie de développement, aussi bien pour les petits pays insulaires de développement, que pour d'autres qui sont touchés par des inondations, de graves sécheresses ou des tempêtes tropicales.

Monsieur le Président,

Mes propos aujourd'hui ont porté essentiellement sur la coopération au développement et l'action humanitaire, et leurs instruments et principes pour agir de façon plus cohérente et efficace. Mais ces actions se situent dans un cadre, qui peut être marqué positivement ou négativement par d'autres politiques qui interagissent.

Bonne gouvernance, paix et sécurité, respect des droits de l'homme, agir efficacement contre tous types de corruption, désarmement et réintégration de combattants ou d'enfants soldats après une guerre civile, droits des femmes et enfants, tous ceux-ci, et bien d'autres, sont des facteurs qui ont un impact sur le succès du développement d'un pays. Il est dès lors clair pour moi que la coopération est certes une politique en soi, mais aussi un de plusieurs instruments de la politique étrangère. Les événements au Burkina Faso depuis le 30 octobre l'ont de nouveau démontré.

Je tiens à remercier tous ceux, qui, en tant que professionnels ou bénévoles de la coopération au développement, travaillent sur le terrain, et ce souvent dans des conditions difficiles, et réalisent des miracles. J'ai ici une pensée particulière pour le président et une collaboratrice d'une ONG qui ne sont plus revenus à la fin d'une mission.

Je vous remercie pour votre attention et pour votre intérêt à l'égard de notre travail.